

concernant l'enjeu des événements. Cet enjeu, nous l'avons exposé et il n'est pas nécessaire d'y revenir longuement : c'était la mise en œuvre du plan industriel de PDP, qui est la véritable épine dorsale des NMPP.

Dans le cas qui nous intéresse aujourd'hui, nous (c'est-à-dire le Comité inter) n'avons pas exclu un mouvement plus large, mais il y a un usage tout bête, c'est qu'on ne fait pas une grève quand un rendez-vous est pris avec les éditeurs pour discuter, ce que Michel Spagnol semble ignorer.

Sauf dans la mythologie gauchiste où les travailleurs sont tous gentils et les bureaucrates syndicaux tous des traîtres, ce n'est pas celui qui fait la plus haute surenchère qui a forcément raison en matière de conflits sociaux, et le bureaucrate syndical qui fait de la surenchère n'est pas forcément exonéré (ne serait-ce que temporairement) de son appellation contrôlée de bureaucrate.

C'est ce qui ressort des propos de Michel Spagnol, puisque d'une part on a

ceux qui ont encouragé « une remobilisation du Livre parisien », qui ont choisi « d'engager d'emblée la résistance, et ce au niveau le plus large possible », tandis que d'autres, à savoir le secrétaire correcteur, n'avait qu'une vision limitée du problème et ne voyait « comme conséquences de la décision du groupe Amaury que celles retombant sur les ouvriers de PDP ».

C'est oublier que les camarades qui aujourd'hui « engagent d'emblée la résistance » étaient restés particulièrement discrets pendant deux ans, quand que les camarades de PDP réussissaient à empêcher, en juillet 2000, la mise en place brutale d'un plan social et imposaient une longue et fastidieuse discussion sur celle d'un plan industriel que l'initiative de M. Courcol aurait mise en danger s'ils n'avaient réagi.

Alors, on peut dire, comme le camarade Spagnol, qu'on a affaire à une « bataille de légitimité entre deux morceaux rivaux du Comité inter » ; je dirais plutôt que c'est une bataille pour que les

ouvriers concernés par un problème restent maîtres de la négociation qui les concerne. La question essentielle en la matière est que les ouvriers de PDP ont acquis, avec le temps, une absence totale de confiance envers une direction syndicale dont ils considèrent qu'elle ne les représente plus. Les événements leur ont donné raison, puisque cette direction syndicale (« ceux que nous nous obstinons à appeler "la coordination des quatre syndicats" ») a réussi l'exploit de signer un accord sans que les ouvriers concernés soient consultés, ni même la direction de leur propre entreprise, ce qui est un comble !

En conclusion, je pense que si notre camarade Spagnol allait dire aux ouvriers et cadres de PDP qu'il s'agit d'une « bataille fractionnelle entre appareils », ils rigoleraient bien et lui demanderaient ce qu'il penserait d'une négociation concernant son entreprise dans laquelle les élus de sa propre entreprise seraient absents...

RENÉ BERTHIER

## Interview de Pascal Leboulch, de PDP

**Nous avons invité Pascal Leboulch le 21 juin dernier lors de la commission de presse que le comité syndical avait organisée. Des représentants correcteurs de toutes les entreprises de presse étaient venus participer à un débat extrêmement intéressant. Nous l'avons interviewé au début du mois de septembre pour connaître ses impressions**

**Cantonade.** – Comment avez-vous vécu l'accord du 16 juin signé par la Coordination des quatre syndicats ?

**PL.** – On l'a très mal vécu. Déjà il faut savoir comment on l'a appris. Le 15 juin au soir nous étions en réunion au *Parisien*, je crois que c'est Statibene qui a pris la parole en disant que les camarades du SGL étaient en réunion avec les tôleurs jusqu'à 11 heures du soir et qu'il y avait interruption de séance. Ils demandaient à tous les délégués de venir le lendemain matin à Blanqui pour prendre une décision de manière à pouvoir signer un document et qu'ils étaient tombés d'accord avec les tôleurs. Et quand je me suis réveillé le matin en écoutant la radio j'ai appris que le Syndicat général du Livre avait signé un accord avec le groupe Amaury et qu'il n'y avait plus de conflit.

On avait rendez-vous à 16 heures avec Chaise et Courcol, ils nous ont proposé l'accord des autres, il était daté du 16 juin. Là, on s'est aperçu qu'ils n'avaient pas signé le dimanche matin mais la veille au soir et qu'ils ne l'avaient pas dit à leur base. Un accord qui nous mettait dans une situation regrettable parce que ce n'était pas du tout ce qu'on voulait. D'abord, nous, on ne voulait pas signer d'accord. On était tombé d'accord avec Courcol, il devait y avoir un échange de courrier. Ça nous a obligé à

signer un accord le 17 pour améliorer l'accord du 16. On l'a très mal vécu, et on l'a expliqué à notre base qui l'a très mal vécu aussi. Surtout qu'on avait pris contact avec Laurent Jourdas le 15 pour lui rendre compte de la réunion qu'on avait eue avec le groupe Amaury ce jour-là, en lui disant qu'on voulait nous faire signer un accord, qu'on avait refusé, qu'il y aurait un échange de courrier. Comme ils étaient reçus le lendemain, on lui conseillait également de ne rien signer et de rester sur notre position et de nous tenir au courant.

Là-dessus on avait suivi notre base pour prendre contact avec lui parce que lui-même nous avait dit, autour des grilles à Saint-Ouen, que ce serait bien qu'on se voie pour que lorsqu'il y aura des contacts avec les tôleurs on parle d'une seule voix. Après, on n'a eu aucune nouvelle de lui pour nous dire ce qu'il proposait et encore moins pour nous dire qu'il avait signé. Il n'a pas joué le jeu du tout et ça on l'a dit également à notre base qui n'était pas très heureuse du comportement de Jourdas.

Le lundi matin, on avait décidé un mouvement au *Parisien*, le mardi on apprend qu'une grève est lancée dans toute la presse. Sur le moment, on ne savait pas qui c'était, il s'est avéré que c'était le seul SGL et que la CSTP n'appelaient pas à cette grève.

**Cantonade.** – Comment avez-vous réagi ?

**PL.** – Il a été dit que nous avions réduit l'affaire à une bataille entre les deux Comités inter. Sur le départ du *Parisien* des NMPP, effectivement c'est PDP qui est principalement concerné. On avait pris une décision au Comité inter, on trouvait ridicule d'arrêter toute la presse sur un problème qui ne concernait que le *Parisien*. Il fallait monter crescendo et faire pression uniquement sur le groupe Amaury. Le fait d'avoir déclaré 24 heures ce jour-là, c'est principalement à mon avis pour reprendre la main sur le conflit pour marquer un grand coup médiatique. On a bien vu que ça n'a pas servi à grand-chose, puisque dès le lendemain les gens du SGLCE de l'*Equipe* envoyaient les plaques au *Parisien* pour être imprimées. Si on n'avait pas été avec les rotos à l'intérieur pour bloquer les titres, ils seraient sortis. Donc, on a bien vu que c'était une manœuvre politique pour essayer de se mettre sur le devant de la scène et montrer à tout le monde qu'ils étaient partie prenante dans les négociations.

En plus, le fait qu'ils prennent cette décision sans consulter toutes les parties prenantes, c'est-à-dire également notre comité inter, ce qui aurait quand même été la moindre des choses surtout quand ils nous demandent de collaborer, on